

# ROUGH

HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE N° 1663 6 DÉCEMBRE 1995

## Public, privé, jeunes

# Tous en grève !



# RETRAIT DU PLAN DEHORS JUPPE !



Ensemble contre Juppé

# PRIVE, PUBLIC : ENSEMBLE

Pour la première fois depuis Mai 68, les conditions d'une véritable grève générale sont en voie d'être réunies. Démantèlement ou défense de la Sécu, du système des retraites ? Au-delà des revendications particulières à chaque profession, l'ampleur des enjeux fondamentaux s'affirme. Il s'agit, véritablement, d'un choix de société...

**I.** Une lame de fond secoue la société française. Grèves des cheminots, des postiers, des électriciens-gaziers, des agents des impôts, des étudiants ; mouvements en préparation dans les autres catégories du secteur public et nationalisé ; premiers débrayages ou manifestations des salariés de certaines entreprises du privé : pour la première fois depuis Mai 68, le pays est traversé de luttes, de grèves qui s'étendent, se généralisent et convergent vers des objectifs partiels - le maintien des régimes de retraite des cheminots et fonctionnaires - et un objectif global : le retrait des mesures gouvernementales.

L'histoire ne se répète jamais deux fois de la même façon et toutes les analogies ont leurs limites, mais des comparaisons peuvent être utiles. Ce n'est pas Mai 68, mais c'est déjà plus que les grèves dures, sectorielles, qu'ont connues les PTT en 1974, les cheminots en 1986 ou les personnels de Santé en 1988. C'est aussi beaucoup plus que des luttes « phares » de telle ou telle entreprise - Renault, Sncema, Lip, Joint français - qui ont pu, à un moment donné, focaliser la conjoncture sociale et politique. Enfin, c'est largement plus que les grandes journées d'action - des journées sans lendemain - de la fin des années 1970. Pour les plus anciens, cette grève doit rappeler, à cette étape, les premières phases de la grève des fonctionnaires de 1953, contre les plans du gouvernement Laniel, où les postiers avaient un rôle décisif.

Lorsque nous parlons de Mai 68, ce n'est pas pour en faire un modèle, mais pour indiquer une perspective, celle de la grève générale. Or, si la grève générale

s'installe dans tout le secteur public et nationalisé, elle a, pour le moment, de grandes difficultés à s'étendre dans le secteur privé.

Ce qui manque, de ce point de vue, pour transformer la situation actuelle en grève générale, c'est la participation substantielle des salariés du secteur privé au mouvement de grève. Participation qui est plus difficile, étant donné le poids du chômage sur ce secteur et les défaites subies face aux multiples plans de restructurations et de suppressions d'emplois dans des bastions du mouvement ouvrier. Mais la force et la dynamique de la grève dans le secteur public est telle que les conditions nécessaires d'une grève générale dans le pays sont réunies. Seront-elles suffisantes ? C'est la question.

**II.** Contrairement à ce qu'affirment certains médias, il ne s'agit pas d'une addition de revendications catégorielles, corporatistes ou sectorielles, ou d'une convergence de mécontentements spécifiques. Il y a, au-delà des exigences budgétaires des étudiants, du refus du contrat de plan des cheminots, et du rejet du plan Juppé contre la Sécurité sociale, une réaction beaucoup plus fondamentale : le sentiment qu'autour des problèmes des retraites et de la Sécu se noue un enjeu historique, presque un changement de civilisation.

L'accumulation des effets sociaux de la crise - chômage structurel de masse, pression durable sur les salaires, précarisation de la force de travail - s'est particulièrement alourdie ces dernières années. Mais les attaques contre la Sécurité sociale ont été ressenties



comme le franchissement d'un seuil qualitatif. La Sécurité sociale est, en effet, considérée comme l'acquis majeur des générations de salariés depuis l'après-guerre. D'où une conscience diffuse que la mise en œuvre de la réforme Juppé constitue véritablement une modification historique des rapports entre les salariés, l'Etat et le patronat. C'est la base socio-politique de la dynamique actuelle des luttes. L'exigence du retrait du plan Juppé concentre alors les enjeux de l'affrontement actuel.

**III.** La profondeur des attaques bouleverse aussi le champ syndical. La division syndicale s'étale au grand jour. La direction confédérale de la CFDT s'est rangée aux côtés du plan Juppé. Les grèves actuelles délimitent les camps, sans annuler pour autant les manœuvres des uns et des autres pour défendre leurs intérêts d'appareils.

Tout en étant directement visé par le plan Juppé, FO poursuit sûrement la négociation avec le gouvernement pour sauver le maximum de ses positions à la Sécurité sociale. Blondel appelle à la généralisation des grèves en expliquant bien que ce n'est pas la grève générale. Nuance, mais significative.

Quant à la CGT, empêtrée dans ses contradictions internes, elle n'est pas à la hauteur des enjeux. Viannet n'appelle pas à la grève générale dans son discours d'ouverture du congrès CGT. Il met l'accent sur les « négociations », en restant flou sur le retrait du plan Juppé. Sous la pression du congrès, il rappelle cependant que le retrait du plan Juppé reste un préa-

lable à la négociation... Les directions syndicales ont pourtant une responsabilité majeure dans l'extension des grèves et le développement d'une grève générale. C'est dans ce sens que les assemblées générales ou les réunions syndicales de base doivent discuter de motions pour exiger des directions syndicales l'appel à la grève générale. Rappelons néanmoins que, même en Mai 68, les directions syndicales n'avaient jamais appelé à cette grève générale qui fut la plus ample dans l'histoire du pays.

Le rôle joué, à cette étape, par les directions syndicales de branche ou de secteur, dans les conflits en cours, leur donne une responsabilité particulière. Il faut maintenant avancer dans la voie de l'unité dans chaque branche et secteur, et aussi d'un point de vue intersecteurs, en combinant, lorsque c'est possible, la représentation des organisations syndicales et des assemblées générales. Cela suppose de mettre l'accent sur la convocation et la tenue d'assemblées générales du personnel.

L'exemple de la coordination de Rouen, entre les différents secteurs en grève ou en lutte, doit être suivi. Des coordinations de délégués d'organisations syndicales ou d'AG représentant les secteurs en lutte ou en grève doivent se réunir par villes ou localités.

Nationalement, les confédérations n'agissant pas dans le cadre d'une intersyndicale unitaire interprofessionnelle, il faut créer les conditions d'une coordination des responsables syndicaux des secteurs en grève. Coordination nationale représentant un pré-comité national de grève.

Combinant la bataille pour l'unité syndicale et les assemblées générales, les intersyndicales unitaires doivent s'élargir à des repré-

sentants des AG... C'est, à l'étape présente, le moyen d'avancer concrètement dans la voie de l'auto-organisation.

**IV.** La question centrale est de réunir les conditions permettant l'extension du mouvement vers la grève générale. Le mouvement est dans une phase ascendante, il faut l'enraciner dans les secteurs en grève, l'étendre dans le public et surtout le privé, et lui donner une direction.

Cela suppose simultanément : a - D'étendre le mouvement dans tout le secteur public et nationalisé. D'appeler à la grève dans les secteurs non encore en grève. Multiplier les délégations de cheminots et postiers pour pousser au débrayage.

b - De proposer les voies et les moyens de construire une direction du mouvement, qui à cette étape, peut passer par la coordination des responsables syndicaux des branches et secteurs en grève.

c - De créer les conditions de débrayage dans le secteur privé. Cela passe par l'extension par en bas : délégations dans les entreprises du privé, ainsi que par le haut : appel à la grève générale par les directions confédérales.

d - Enfin, il faut, en même temps, rythmer le développement des grèves, maintenir la pression pour une manifestation nationale, qui permettent à ceux qui sont en grève et ceux qui ne le sont pas encore d'avancer ensemble vers la grève générale.

François Ollivier

## A Orly

Le mouvement de grève national trouve à Air France un large écho : les salariés refusent un prélèvement supplémentaire, et se battent donc contre le plan Juppé. Les salariés interviennent aussi avec leurs propres revendications : les salaires d'abord, mais aussi la filialisation du centre, annoncée par Blanc, président d'Air France, il y a une semaine.

Vendredi 1<sup>er</sup> décembre, nous avons montré notre détermination en faisant le tour des pistes. Lundi 4, le même tour a permis de toucher les agents du fret, de l'escale et de rencontrer les salariés d'Aéroport de Paris et d'Air Inter.

Marqué par le mouvement de 1993, le centre demande des ga-

ranties avant de se lancer : le plan proposé alors était de la même teneur que le contrat de plan prévu aujourd'hui pour la SNCF et notre mouvement, bien qu'isolé, avait permis de le repousser. Mais les salaires ont été bloqués depuis, les filialisations sont à nouveau à l'ordre du jour, le centre est passé de cinq mille cinq cents à trois mille cinq cents personnes...

La journée de jeudi s'annonce donc comme le point de convergence de la compagnie (les différents secteurs se mettent en mouvement) et des différentes entreprises d'Orly Nord (Air Inter, Aéroport de Paris)

Correspondant.

Ensemble contre Juppé

# DANS LA GREVE GENERALE !

## ● Succès des manifs du 5 décembre

Ce mardi 5 décembre a constitué un énorme encouragement au mouvement de grève. Près d'un million de personnes ont manifesté dans toutes les villes du pays.

Cette journée aura été, dans tout le pays, la journée des manifestations massives. Mais aussi la journée de l'unité, malgré le soutien de la confédération CFDT au plan Juppé, malgré les manœuvres des uns et des autres : des centaines de milliers de personnes ont défilé dans le cadre de cortèges unitaires CGT-FO-CFDT. Les syndicats des PTT, et en particulier les cortèges de SUD, impressionnaient par leur dynamisme. Partout, la force des cortèges de la FSU exprimait le basculement des enseignants dans la grève.

Mais cette journée marque aussi la gravité du moment politique actuel : moins de fête, moins d'ambiance de kermesse, mais la rage au cœur et au ventre, l'exigence du retrait du plan Juppé, mais aussi, les cris de « Juppé démission, dehors le gouvernement ». Ainsi, ces manifestations étaient des plus combattives et radicales.

La question centrale reste l'exigence du retrait du plan Juppé, formulée par les soixante mille manifestants toulousains, et s'exprimait dans les slogans suivants : « Il n'est pas négociable, il n'est

pas amendable, retrait total du plan Juppé ! »

Une difficulté importante pour transformer la grève actuelle du secteur public en grève générale reste la présence limitée des salariés du secteur privé. Dans une série de ville, les délégations du privé ont été importantes, notamment dans certaines villes du Sud, mais le secteur privé n'a pas encore basculé. Des délégations de cheminots ou de postiers sont prévues dans les entreprises du privé pour favoriser l'entrée en lutte des salariés du privé. Mais les direc-

tions syndicales ont, dans ce secteur, une responsabilité majeure !

### L'épreuve de force continue

MARSEILLE. La plus grosse manifestation de l'histoire de la cité phocéenne : soixante-dix mille manifestants ; des cortèges importants du secteur public, les cheminots, les communaux, les postiers. Une présence remarquable des mineurs de Gardanne et des dockers.

TOULOUSE. Soixante mille personnes, des cortèges unitaires importants, très combattifs, en particulier à l'initiative de l'UD-CFDT... A noter aussi des cortèges étudiants combattifs, et un cortège « AC ! ». « Grève générale jusqu'au retrait total » était le mot d'ordre le plus repris.

PERPIGNAN. Quinze mille manifestants : énorme !

NIMES. Vingt-cinq mille, une manifestation unitaire où l'on remarquait une présence importante des mineurs.

ROUEN. Trente mille manifestants, plus de deux mille postiers sous une banderole CGT-CFDT-



© Gérard Vidal

## ● Les sirènes rouennaises

Tous les jours, à 11 h 30, une immense sirène retentit sur la ville. Ce sont les dizaines de sirènes des motrices du dépôt des roulants SNCF de Sotteville qui hurlent comme un appel à la classe ouvrière rouennaise. Et c'est bien ce que font, depuis le 24 novembre, tous les cheminots grévistes. Chaque matin, dans tous les secteurs SNCF, ils votent la reconduction de la grève et élisent leur délégué au comité d'organisation.

Une assemblée centrale a lieu tous les après-midi et les décisions du comité y sont présentées. Un vrai meeting, mobilisateur et enthousiaste pour ceux des autres secteurs (postiers, étudiants, observateurs des différentes boîtes) qui sont venus voir.

Le comité d'organisation regroupe tous les délégués des secteurs et les représentants des organisations syndicales. Dès le début, il n'a eu qu'une préoccupation : tous ensemble contre le plan Juppé.

Les délégations massives de cheminots se sont multipliées depuis dix jours : ils sont allés chez les postiers d'abord, puis chez Renault, à plusieurs centaines et avec une quinzaine de postiers. Ils ont

pu utiliser la sono de la CGT locale pour appeler les ouvriers de l'usine à se joindre à la lutte.

La caisse régionale d'assurance maladie, Rhône Poulenc à Elbeuf, les Télécoms, l'HP, la Grande Paroisse, Alsthom... on n'en finit pas de citer les boîtes visitées par les cheminots. Et pendant plusieurs jours, au bord du boulevard qui passe sous la fameuse cote 135 - lieu symbolique de la grève de 1986 - les cheminots ont distribué l'appel unitaire des fédérations de routiers.

Et la grève s'étend, petit à petit, différemment suivant les entreprises, plus difficilement dans le privé.

Lundi 4 décembre, ils étaient deux cents en AG à Renault. Un peu juste... Chez Alsthom, cent en AG, qui décidaient la grève pour mardi. A la centrale nucléaire de Paluel, ainsi que dans d'autres centres EDF, la grève est reconduite depuis une semaine. Mais avec la difficulté majeure d'une grève en centrale nucléaire, qui nécessite une forte organisation des grévistes et presque autant de travail qu'en tant normal.

Les travailleurs du centre de tri ont passé la semaine à étendre leur grève à La Poste et à France Télé-

com. Lundi 4 décembre au matin, des brigades ont couvert les principaux bureaux de poste du département. A la Caisse d'épargne de La Poste, la grève est reconduite, à 40 % d'abord, puis plus massivement chaque jour depuis mardi 28 novembre.

Ce lundi 4, dans un quartier de Rouen, Saint-Sever, qui regroupe diverses administrations (télécoms, chèques postaux, cité administrative, EDF, Sécurité...), deux à trois cents personnes ont circulé d'immeuble en immeuble, entraînant les uns et les autres dans la rue. Cent cinquante agents de la CPAM, cent cinquante autres de la DRAC...

De leur côté, à la fac, une AG de quatre cents étudiants de lettres a accueilli dans l'enthousiasme cheminots et infirmier(e)s et voté la participation à la manif de mardi contre le plan Juppé. Les personnels de la fac, les hospitaliers s'y mettent aussi.

Dernière minute : trente mille personnes dans les rues de Rouen mardi 5 décembre et les mobilisations s'étendent dans le privé (Renault Cléon, Pap Chap, Alsthom, Grande Paroisse...).

Correspondant

Peut-être ce 5 décembre restera-t-il un point tournant de l'épreuve de force en cours.

La lutte des classes vient de s'imposer spectaculairement de la scène politique aux petits écrans. De six cent à huit cent mille travailleurs et jeunes ont occupé les rues du pays. Dans un froid sibérien, qui semblait vouloir souligner les enjeux du conflit, le ton s'avérait plus déterminé que jamais. Une seule exigence traversait tous les cortèges : le retrait du plan Juppé, le départ de son inspireur.

En face, dans l'atmosphère douillette du Palais Bourbon, le parti de la trouille se cherchait un chef. Le Premier ministre s'efforça de tenir le rôle, multipliant les provocations, traitant avec grévistes avec

condescendance, étalant la morgue insupportable d'une classe qui défend avec âpreté ses privilèges. Dans un élan de générosité, il daigna proposer aux syndicats de les consulter sur les « modalités

d'application des réformes ». Il lui fallut toutefois revenir une

seconde fois devant les caméras pour exprimer un bref intérêt pour l'inquiétude des salariés en lutte.

Seule Nicole Notat pouvait trouver digne d'intérêt cet os maigrelet qu'on lui avait offert à ronger. Elle étala à loisir sa

satisfaction sur toutes les antennes. On se serait cru revenu en Mai 68... à l'époque où les sommaires des journaux

télévisés étaient élaborés à l'Elysée ! Devant une pareille insolence, une seule

conclusion au soir de ce mardi : il faut frapper encore plus fort par l'extension de la grève générale. Ce n'est qu'ainsi que les salariés

pourront déjouer les manœuvres visant à les diviser.

Christian Piquet



© Gérard Vidal

Nous paraissions aujourd'hui sur une pagination réduite de moitié : huit pages au lieu de seize. Les rubriques culture, international et société ont, en conséquence, dû céder la place restante au suivi des luttes sociales et politiques.

Les cheminots poursuivant, fort justement, leur mouvement de grève, nous avons notablement raccourci nos délais de parution. Il nous fallait, en effet, assurer la diffusion nationale de notre hebdomadaire par voie des airs - et donc le livrer bien avant que les personnels d'Air Inter et d'Air France n'entrent, à leur tour et tout aussi justement, en grève.

En contrepartie de cette pagination réduite, et pour mieux accompagner les luttes, nous envisageons de publier exceptionnellement une deuxième édition de Rouge en fin de semaine. Avant de le faire, il nous faut cependant vérifier que nous pourrions la diffuser nationalement, compte tenu des grèves et de l'engagement de nos militants dans les luttes.

La rédaction

## Ensemble contre Juppé

MOUVEMENT ETUDIANT

### Continuer, organiser, généraliser !

Pour obtenir la satisfaction de leurs revendications et non le plan d'urgence de Bayrou largement en-dessous des besoins, les étudiants doivent désormais amplifier et structurer leur mouvement.

Après avoir traité le bureau de coordination avec un mépris condescendant lors de leur rencontre, Bayrou a annoncé les grandes lignes d'un nouveau plan d'urgence, dimanche 3 décembre. Ce plan, s'il marque un nouveau recul gouvernemental par rapport au précédent, reste totalement en deçà des moyens nécessaires pour faire face à la situation actuelle, résultant de longues années de restriction budgétaire. Alors que la coordination nationale étudiante demande quatre milliards de crédits d'urgence, le gouvernement se contente de débiter 2,369 milliards, dont une bonne partie en autorisations de programme et l'autre prise sur les réserves des universités. Pour ce qui est des postes, là encore la proposition est totalement en deçà du minimum nécessaire, sans compter qu'il enlève un certain nombre de postes au secondaire, qui en manque lui aussi.

D'autre part, si Bayrou a cédé sur le principe d'une loi de programmation, il ne chiffre pas celle-ci et la lie à la mise en œuvre d'une réforme de l'enseignement supérieur dont les grandes lignes sont inacceptables (grande filière technologique du supérieur avec professionnalisation à tous les niveaux, diversification des premiers cycles...), le tout devant être bouclé vers la fin de l'année universitaire lors d'Etats généraux. Autant dire, donc, que les concessions de Bayrou sont plus que minimales et pour certaines piégées. La loi de programmation doit être lâchée dès maintenant et reprendre le chiffre de la coordination : 50 milliards sur cinq ans incluant la création de 20 000 postes enseignants et 25 000 postes IATOS. Ce chiffre, présenté par la presse et le gouvernement comme une surenchère, constitue pourtant un *minimum*, et une étude beaucoup plus poussée ferait monter l'ardoise. Il recoupe d'autre part, le chiffre avancé par l'UNEF-ID de 37 milliards sur cinq ans plus 5 000 postes d'enseignants et autant de postes d'IATOS par an, ce qui donnerait approximativement les 50 milliards avancés par l'UNEF et la coordination.

Il convient par ailleurs, d'obtenir une garantie sur le respect d'une loi de programmation afin d'éviter une manoeuvre semblable à celle de Bayrou après le 16 janvier 1994, qui avait abouti à une loi de programmation au rabais. Pour cela, le gouvernement doit s'engager solennellement par écrit sur le montant global et annuel des sommes dégagées, sur le nombre de postes créés annuellement tant en termes d'enseignants que d'IATOS, sur une répartition précise des autorisations de programmes et des crédits de paiement. Ce document doit être paraphé par le bureau de

coordination ainsi que par les organisations syndicales étudiantes, enseignantes et de personnel IATOS. Il doit prévoir la date de l'inscription à l'ordre du jour du Parlement du débat et du vote d'une telle loi, date aussi proche que possible, ainsi qu'une commission paritaire, gouvernement et syndicats, susceptible de vérifier avant chaque débat budgétaire que les engagements sont respectés. Il s'agit d'éviter, dans la mesure du possible, que le principe d'annualisation, qui régit le droit budgétaire français, permette à ce gouvernement ou à un autre de remettre en cause d'une année sur l'autre le niveau de la loi de programmation.

Il s'agit donc de faire sauter le carcan de l'austérité budgétaire, et pour cela, la mobilisation doit continuer, s'amplifier et se généraliser. La manifestation du 5 décembre doit marquer une nouvelle étape. Des pas très importants vers la

jonction du mouvement étudiant avec celui des salariés ont en effet été réalisés : manifestations communes étudiants-salariés les 24 et 30 novembre, appel de la coordination pour que les étudiants se joignent à la journée du 5 décembre, revendication du retrait du plan Juppé. Enfin, le bureau de coordination a demandé à rencontrer les directions syndicales des confédérations, fédérations ou syndicats autonomes.

Cette évolution, qui passe presque inaperçue dans une presse qui reprend souvent les balivernes gouvernementales sur les « gauchistes », est capitale. Loin d'être l'effet d'une politisation conjoncturelle, elle renvoie, comme le mouvement anti-CIP avait déjà commencé à le montrer, à une modification sociale du milieu étudiant liée à son élargissement et à sa massification. Si la jonction salariés-étudiants s'opère pleinement,



© Gérard Vidal

ce qui nécessite d'articuler des rythmes et des revendications qui se rejoignent sans se superposer totalement, cela augmenterait la puissance du mouvement social de manière considérable. Ce qui se déroule peut permettre une relégitimation du mouvement syndical salarié auprès de la jeunesse, et les responsabilités de celui-ci en sont d'autant plus importantes. Pour se développer pleinement, la mobilisation étudiante doit se structurer démocratiquement à tous les niveaux. Les manipulations auxquelles divers courants se sont livrés pour augmenter leur

poids au sein de la dernière coordination ne doivent plus se reproduire. De même, le mouvement étudiant doit se doter de son propre service d'ordre contrôlé démocratiquement, pour les manifestations et la protection de la coordination. Aucune force politique ou syndicale ne peut s'autoproclamer « protectrice » du mouvement comme cela s'est passé lors de la dernière mobilisation. Le SO doit donc être pluraliste, ne pas outrepasser un rôle politique précis et doit être contrôlé par les étudiants.

Laurent Menghini

### Au tournant du mois

La manifestation du 30 novembre et la coordination du 1<sup>er</sup> décembre ont marqué un tournant dans la mobilisation étudiante, les revendications s'élargissant à la mesure du malaise universitaire et la solidarité s'affirmant avec les salariés.

Les manifestations étudiantes du 30 novembre ont confirmé l'ampleur de la mobilisation. Compte tenu de la grève des transports, peu de villes ont pu venir à Paris. Il y eut donc des manifestations dans toutes les grandes villes, rassemblant au total plus de cent soixante mille personnes (dont trente mille à Toulouse et vingt-cinq mille à Paris). La preuve est faite qu'il s'agit d'une véritable mobilisation nationale, qui s'étend à de nouvelles facs. Les manifestations de Montpellier et de Nantes ont été marquées par de violents affrontements avec la police ; c'est visiblement la manière qu'a le gouvernement de répondre aux attentes des étudiants.

La manifestation parisienne, elle-aussi, a été marquée par des affrontements, notamment dans la soirée, devant et dans la fac de Jussieu. Ces affrontements furent plus le fait de militants de l'« ultra-gauche » (les dits « autonomes ») que des étudiants eux-mêmes, et font davantage le jeu du gouvernement que de la mobilisation étudiante.

Après trois quarts d'heure de saccages et de casse devant la fac, et suite aux charges de CRS, les dits « autonomes » se réfugièrent à l'intérieur de Jussieu, se déchaînant contre locaux, cafétéria, librairie... Difficile de croire que des étu-

diants en lutte pour de meilleures conditions d'études se mettent à détruire une faculté.

C'est dans cette ambiance que la coordination étudiante, rassemblant les délégué(e)s de toutes les facs en lutte, a tenté de se réunir sous la protection d'un service d'ordre militant. Les débats avaient à peine commencé qu'un groupe d'une vingtaine de jeunes, organisés et armés, s'est attaqué au SO avec une violence rare. La coordination dut finalement être évacuée de la fac. On se demande qui avait intérêt à ce qu'elle ne puisse se tenir...

Décision fut donc prise de réunir la coordination le lendemain 1<sup>er</sup> décembre, à Censier. Une réunion importante pour la poursuite du mouvement : la coordination est l'instance démocratique et représentative des étudiants en lutte qui permet au mouvement étudiant de se fédérer nationalement, de décider de ses revendications et de ses formes d'action, d'élire ses représentants chargés de rencontrer le gouvernement. Malgré la présence de faux délégués de différents courants syndicaux de l'UNEF et de l'UNEF-ID, un grand nombre de facs étaient représentées (soixante-cinq), dont les plus mobilisées. Après plusieurs heures de débats, la coordination adopta un appel précisant à nouveau les revendications au-delà des

seules questions budgétaires.

Le « malaise étudiant » renvoie autant aux conditions d'existence (baisse de l'aide sociale, nécessité de travailler pour payer ses études...) qu'à l'avenir (avoir un travail après ses études). Il commence à se formuler en termes revendicatifs. La nécessité de lier les luttes étudiantes à celles des salariés a été mise en avant : affirmation d'une solidarité dans l'action, voilà qui exprime aussi la compréhension que c'est la politique du gouvernement qui est la cause des différentes attaques menées contre les salariés et contre les jeunes.

La revendication du retrait du plan Juppé a été ainsi reprise par le mouvement étudiant. Enfin, un bureau de cette coordination a été élu (vingt-deux membres). Il a été chargé de présenter les revendications étudiantes à Bayrou, sur la base d'un mandat précis.

Cette coordination a donc permis à la mobilisation étudiante de franchir un nouveau pas et ce, malgré l'attitude des délégués de l'UNEF-ID proches de la Gauche socialiste qui ont essayé de retirer la légitimité de cette coordination, quittant la salle puis y revenant, essayant de créer un incident avec le service d'ordre (composé essentiellement de militants de la CNT auto-proclamés SO). Cette attitude de la Gauche socialiste doit s'ex-

plier par un désaccord avec la logique de l'appel voté par la coordination (que les délégués GS avaient pourtant adopté eux aussi), par le fait aussi que la GS ne contrôlait pas le déroulement de la coordination dont la dynamique était de continuer la lutte.

Le 3 décembre, le bureau de coordination a rencontré Bayrou, lui faisant part des revendications. Le ministre ne fit que des propositions largement en-deçà des attentes étudiantes. Le bureau en a conclu qu'il fallait continuer la mobilisation.

Au même moment, le président de l'UNEF-ID déclarait que les propositions de Bayrou étaient un « premier pas positif ». La tonalité de son intervention n'allait pas dans le sens d'un appel aux étudiants à continuer la lutte. Le positionnement de la direction de l'UNEF-ID par rapport à la coordination, aux perspectives de combat et aux propositions de Bayrou est problématique : elle affaiblit le mouvement étudiant dans son ensemble tant du point de vue de la mobilisation que de la place du syndicalisme étudiant.

La mobilisation étudiante s'est renforcée tant quantitativement que par l'élargissement des revendications, par le lien avec les luttes de salariés et par son auto-organisation au niveau national.

Eric Dublin

## Ensemble contre Juppé

CGT

### Un congrès à l'heure des luttes

Le congrès CGT s'est ouvert alors que la grève, qui peut devenir générale, entrait dans une phase décisive. Les délégués, directement branchés sur leurs entreprises, avaient besoin que soient prises des décisions claires. Les débats ont été dominés par cette attente forte. Compte rendu au sortir du premier jour de réunion.

Pour quelle raison le rapport introductif de Louis Viannet, le dimanche 3 décembre, était-il en retrait sur la situation, sur les exigences ressenties par beaucoup de délégués, sur des débats qui avaient en fin de semaine dernière animé bien des réunions de syndicats ou d'unions départementales ?

Alors que les premiers mots du rapport soulignaient que « tous s'accélèrent » et que la « barre des enjeux s'élève », Louis Viannet poursuivait : « le monde du travail pose ses exigences sur la table... qui doit devenir vite une table de négociation ». « Nous voulons négocier vraiment en prenant comme base de départ les exigences des grévistes, et non pas discuter sous la menace constante du préalable de l'in-

contournable plan Juppé. » L'exigence du « retrait du plan » n'était donc pas clairement formulée dans le rapport introductif de Viannet. Alors qu'elle l'avait été la veille par la Commission exécutive de Force ouvrière.

En ce qui concerne l'action en cours, le rapport a salué, sous l'ovation du congrès, toutes les professions et entreprises déjà en grève, ainsi que le processus unitaire intersyndical. Il souligne que « personne ne peut... prévoir l'importance de l'onde de choc » de la journée du 5 décembre (on apprend, depuis lundi 4, que Marc Blondel évitera justement de manifester avec Viannet). Mais il ne parle pas de débattre de grève générale. Enfin, critiquant les menaces de provocations venant du RPR sur la « politisation », Louis Viannet tient à préci-

ser « les objectifs » de la CGT et des grévistes. Mais comment ? Il est évident qu'un retrait pur et simple du plan Juppé mettrait celui-ci dans une situation disons... difficile. Sa démission est de plus en plus spontanément exigée dans les manifestations.

Lundi matin, le débat s'est donc très vite ouvert sur l'actualité brûlante : quelle est l'exacte position de la CGT sur le plan Juppé et la grève générale ?

Sylvie, première intervenante, montre l'extraordinaire importance symbolique de la participation de plusieurs milliers de chômeurs à la manifestation du 30 novembre à Marseille. Philippe, cheminot, insiste sur le « moment historique » : « tout le monde nous regarde ». Il propose une « attitude ferme » de la CGT : « retrait du plan Juppé »

et « appel clair à la grève générale ». Sa proposition, que tout le congrès se rende à la manifestation du mardi, est repoussée (55 % optant pour l'envoi seulement d'une délégation), mais le débat témoigne bien des attentes très fortes des délégués.

José, PTT Indre-et-Loire, propose un appel du congrès pour la grève générale jusqu'au retrait du plan. Yves, communaux Rennes, insiste sur l'importance « dans la grève générale qui monte » de la question du chômage et des précaires en décrivant un « collectif unitaire de défense des CES » déjà mis en place, en insistant sur l'objectif débattu pour les 35 h sans perte de salaire (ou 32 h). Emmanuel, chimie, regrette qu'il n'y ait « pas de représentant » des chômeurs à la CE

CGT. Michel, SDEN-FERC, s'exclame : « Qui peut dire que le gouvernement a un avenir si les luttes se développent ? ». Il estime que « le retrait du plan est préalable » dans toute négociation.

Philippe, Air-France, propose de « créer les conditions de la généralisation de la grève » et la nécessaire « stratégie d'unité » mise en pratique à Air-France, malgré les résistances, mais qui a conduit à l'« éclatante démonstration » du conflit de 1993. Il propose de « jeter les bases de l'unification syndicale, rêve d'hier, utopie de demain ». Armand, communaux Lyon, décrit une lutte unitaire locale victorieuse en mars 1995, fait le lien avec le « rassemblement du syndicalisme », rappelle que Juppé lui-même a donné l'ordre de grandeur de la mobilisation nécessaire pour qu'il cède (« deux millions dans la rue »). D'où la nécessité de « appeler à la grève générale » et que les négociations éventuelles se fassent « sous contrôle des grévistes ».

CFDT

### Fracture syndicale

Alors que se développe le mouvement gréviste, l'attitude de la direction confédérale CFDT est de plus en plus contestée, y compris par les adhérents et les équipes syndicales.

La grande presse a délibérément monté en épingle les incidents survenus lors de la manifestation du 24 novembre et, à longueur de colonnes, d'éditoriaux, à la radio ou à la télé, les médias vantent le « courage » de Nicole Notat, qui « dérange le mouvement syndical ». Ce qui est sûr, en tous cas, c'est qu'elle ne dérange pas le gouvernement !

Dès l'annonce du plan Juppé, c'est elle qui monte au créneau pour le défendre, en assurant qu'il reprend pour l'essentiel les revendications CFDT. Quelques jours plus tard, elle précise qu'elle est en accord à 85 % avec le plan. Et les circulaires internes expliquent bien qu'il faut garder le cap, agir « contre le mot d'ordre de retrait du plan Juppé » et « agir fermement pour la réussite de la réforme » ! Alors même que de plus en plus de secteurs en lutte élargissent leurs revendications spécifiques (notamment sur les retraites) à l'exigence du retrait de ce plan...

Pour justifier sa position, la direction confédérale - mais le Bureau national n'a toujours pas été réuni depuis le 15 novembre ! - prétend s'appuyer sur la « satisfaction des revendications CFDT ». C'est là une pure et simple escroquerie.

#### Des revendications satisfaites ?

Principale revendication CFDT, la prestation autonomie pour les personnes dépendantes a été ins-

taurée... puis immédiatement renvoyée aux calendes grecques. L'instauration d'un régime universel malade semble aller dans le sens revendiqué par la CFDT et le mouvement mutualiste, idée d'ailleurs reprise dans l'appel commun à l'ensemble du mouvement syndical pour les manifestations du 14 novembre. Mais qu'en sera-t-il en pratique ? Dans son argumentaire sur l'analyse du plan Juppé, l'UPSM (métallurgie parisienne CFDT) pose la bonne question : « l'annonce d'un régime universel, faute de précisions, n'écarte pas le risque d'une couverture à minima favorisant les assurances individuelles... pour ceux qui en auront les moyens ».

A propos de l'élargissement de la CSG, revendication effectivement votée lors du dernier congrès (car pour beaucoup de militants, elle signifie faire payer les professions libérales et les spéculateurs) on ne peut sérieusement prétendre que la Confédération a été mandatée pour approuver l'augmentation immédiate des prélèvements sur les salariés, les chômeurs et les retraités, qui continueront à payer l'essentiel, alors que l'élargissement aux revenus du capital est reporté... à plus tard ! Quant à l'étatisation programmée de la Sécurité sociale, là aussi il y a arnaque : que le Parlement définisse de grandes orientations en matière de Santé publique, pour quoi pas ? Mais le plan Juppé, ce n'est pas cela : c'est la fixation par le Parlement de l'enveloppe globale de dépenses. Prétendre, comme Notat, que cela permettra un grand débat démocratique est une plaisanterie à laquelle personne ne peut croire, et

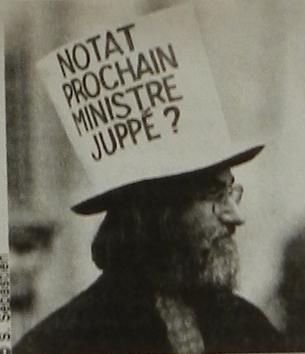
d'ailleurs Juppé en a fait la démonstration. Quelques heures après l'exposé de son plan - et sa découverte par les députés - on passe au vote de confiance et aux ordonnances. Riche débat démocratique !

Les dérivés de la direction confédérale ne s'arrêtent pas là : certes elle s'oppose au passage à quarante années de cotisations pour la retraite des fonctionnaires. Mais, malgré de nombreuses prises de positions d'équipes syndicales du secteur privé, elle ne va pas jusqu'à appeler à l'action les salariés du privé pour le retour aux 37,5 annuités. Pire, interrogée sur les retraites des cheminots, Notat déclare en pleine grève que c'est surtout « la méthode » (du gouvernement Juppé) qu'elle déplore et que les régimes spéciaux ne sont pas un « sujet tabou »...

#### Le débat refusé

Dans ces conditions, on peut comprendre la colère, voire l'exaspération de nombreux militants qui, sans jamais avoir été consultés, voient leur secrétaire générale se répandre dans les médias en soutien indéfectible de Juppé au point qu'elle est maintenant associée au Premier ministre dans les slogans de manifestations, « Juppé, Notat, démission ! »

Après avoir fui le débat avec les militants lors du meeting du 22 novembre, la direction CFDT s'entête : elle quitte l'intersyndicale de fonctionnaires, se désolidarise des revendications portées par les cheminots CFDT en grève (retraites et retrait du plan Juppé). On est loin



déjà d'un débat sur telle ou telle mesure du plan. D'ailleurs, ce débat, les grévistes l'ont rapidement tranché !

Mais l'heure est moins aux batailles d'appareil qu'au combat pour la mobilisation et l'extension de la grève générale. Dès le 24 novembre, plus d'une trentaine d'unions départementales CFDT avaient appelé à la journée de grève et de manifestations, en refusant de se limiter aux fonctionnaires. Ces jours-ci, un texte signé par plusieurs centaines de responsables CFDT du public et du privé, appelle à l'action, à la grève et à une manifestation interprofessionnelle.

En effet, c'est bien dans l'action que l'on peut faire échec aux mauvais coups du gouvernement. Et, accessoirement, déstabiliser une direction syndicale dont la soumission à l'égard du gouvernement a peu d'antécédents.

Marcelin Caillou

#### Un grand moment

Au total donc, une attente forte du congrès dès les premières heures du débat général. Le bureau de congrès a proposé de centrer la discussion sur ce point par un débat « interactif » à la reprise de séance d'après-midi.

Une bonne vingtaine s'inscrivent et la discussion prend un tour encore plus passionné. Certains (notamment des PTT) estiment que la grève générale étant « déjà appelée » (24 novembre), il est inutile de la refaire. D'autres argumentent en rappelant que la CGT en a terminé avec les mots d'ordre d'en haut et que c'est au personnel de décider. Les partisans d'un appel à proposer la grève générale répondent ce qui relève de l'évidence : le syndicat propose, les travailleurs décident. Comme cela s'est d'ailleurs produit le 10 octobre, le 24, etc.

Après ces échanges, le bureau de congrès a soumis au vote un texte d'appel rapidement amélioré sur quelques points, qui dit entre autre : « Ayons encore plus unis et rassemblés, pour généraliser partout la grève pour le retrait du plan Juppé. » Adoption à une écrasante majorité. C'est un grand moment, car il est rare qu'un congrès CGT, à l'initiative des délégués, discute dans l'urgence et élabore collectivement une décision qui n'était pas à l'ordre du jour.

Lundi, en fin de journée, le congrès a accueilli sous les ovations Thomas, représentant de la coordination des étudiants, qui a proclamé sa « solidarité » avec les salariés et proposé « une structure de coordination entre secteurs salariés et étudiants ».

Dominique Mezzi



ALTERNATIVE

# ● Quelle issue politique ?

Il n'existe pas d'alternative à la politique menée, disent Juppé et ses ministres. Et la gauche traditionnelle apparaît tétanisée...

**A** en croire quelques commentateurs avisés, l'épreuve de force en cours demeurerait confinée au terrain social et il appartiendrait au gouvernement de ne pas la faire dérapier sur le terrain politique. Ils viennent de recevoir le renfort de Lionel Jospin, qui partage tellement ce point de vue qu'il ne cesse d'exhorter l'hôte de Matignon au dialogue : « Ce gouvernement doit traiter socialement un problème social. » Comme si le plan Juppé ne représentait qu'un nouvel avatar de cette austérité dont le monde du travail fait les frais depuis vingt ans.

Qui ne voit pourtant que l'attaque contre la Sécurité sociale est des plus politiques lorsque, en s'en prenant à l'une des principales conquêtes du monde du travail, elle symbolise le déploiement d'une stricte orthodoxie libérale dans tous les secteurs d'activité ? Celles et ceux qui se trouvent aujourd'hui dans la grève ressentent d'ailleurs, plus ou moins clairement, qu'ils se heurtent à l'ensemble du dispositif économique et social imposé aux pays de l'Union européenne par le traité de Maastricht. Pour pouvoir accéder au club très fermé de la monnaie unique, ceux-ci doivent satisfaire à des critères de « convergence » obéissant à de stricts impératifs financiers. Le dogme du « franc fort » conduisant nos gouvernants à vouloir à tout prix préserver l'arrimage au mark, ils orchestrent une offensive brutale contre les acquis sociaux, justifiée par l'obligation de réduire à cette fin les déficits.

On comprend, dès lors, que Chirac et Juppé affichent une telle fermeté face à la grève. Toute concession significative ouvrirait une brèche dans l'édifice maastrichtien. Pour de nouvelles franges du salariat, elle serait ressentie comme un encouragement à la lutte et risquerait, par l'onde de choc qui s'ensuivrait sur le Vieux Continent, d'enterrer le pari insensé d'une Europe fondée sur le pouvoir des marchés financiers.

Le pouvoir politique prend cependant le risque de voir s'étendre et se renforcer un mouvement gréviste qui dispose encore d'importantes réserves. La perspective commence à inquiéter suffisamment les investisseurs pour que la Bourse dégringole, qu'une partie de la majorité se dissocie prudemment de son Premier ministre et que le président du CNPF plaide en faveur de concessions permettant de conserver l'essentiel du dispositif gouvernemental.

Ses marges de manœuvre sont toutefois si étroites qu'il sera bien difficile au pouvoir de diviser les grévistes et de proposer ne serait-ce qu'un compromis boiteux auquel pourraient se rallier quelques états-majors syndicaux en quête de « grain à moudre ». La tentation

peut alors s'avérer grande d'une stratégie de sortie politique de la crise. Ainsi évoque-t-on l'éventualité d'un référendum sur la réforme de la Sécu. Mais, lorsque 62 % de la population déclare sa sympathie avec la grève, un échec sortirait probablement des urnes, emportant avec lui ce qui reste du crédit et de la légitimité du chef de l'Etat. De même, dans l'éventualité d'une dissolution de l'Assemblée nationale qui chercherait à étouffer le mouvement social, il serait étonnant que la majorité actuelle se voit reconduite. Du moins si l'on en juge par les résultats des législatives partielles du 3 décembre, qui ont traduit un important recul de la droite.

Dans ce contexte, cette équipe discréditée mais murée dans son intransigence de classe ne dispose que d'un atout politique : l'absence, à gauche, de réponse politique à la hauteur de l'enjeu. A cet égard, Alain Juppé ne manque pas une occasion de faire valoir que ses projets se situent dans le droit fil de la dérive libérale et monéta-

riste initiée sous la présidence de Mitterrand. Il ne peut que se féliciter du renfort que lui apporte une aile du PS et n'a guère à redouter d'un Jospin qui affirmait récemment qu'« il faut négocier. Négocier, cela ne veut pas dire reculer sur tout, mais prendre en compte les dossiers ». Des propos qui reviennent à confirmer explicitement que, dépourvu de programme alternatif, le dirigeant socialiste ne rejette pas la logique du plan Juppé et se refuse à soutenir les mobilisations en cours. Henri Emmanuelli peut bien reprocher à son successeur de ne pas descendre dans la rue, quelques élus peuvent bien manifester aux côtés des salariés en lutte, la « culture de gouvernement » marque toujours de son empreinte le premier parti de la gauche.

Du côté du PC, on affiche davantage d'hostilité à la politique gouvernementale. Encore que, à peine sortie de l'« opposition constructive », sa direction ne propose aucun début de solution pour sortir de la crise. Evitant de relayer la

perspective d'une grève générale après avoir hésité à exiger le retrait pur et simple de la réforme Juppé, elle se contente d'opposer les promesses du candidat Chirac à ses actes. De son discours ne ressort finalement qu'un vague plaidoyer en faveur d'une alternative, dont elle ne précise ni les contours, ni les partenaires possibles, ni la méthode susceptible de la faire émerger.

Rien n'est donc plus urgent que de travailler à faire surgir le répondant politique qui fait aujourd'hui tant défaut. Y parvenir, c'est d'abord rassembler toutes les forces disponibles dans le soutien au mouvement gréviste, conjuguer les efforts pour une grève générale capable de mettre les gouvernants en échec. Nul ne doit, dans cette perspective, s'effrayer d'un approfondissement de la crise du régime, puisque le décalage a rarement été aussi grand entre le pays réel et sa représentation institutionnelle. Puisque Juppé ne cède pas, il faut exiger qu'il cède la place. Et si, comme c'est probable,

l'Assemblée vote prochainement la loi d'habilitation permettant au gouvernement d'utiliser les ordonnances, il faudra en tirer la conclusion qu'elle est illégitime, au regard de la volonté populaire exprimée par la grève générale.

Bien sûr, la défense de la Sécu comme le mouvement social montent ne sauraient se satisfaire de la molle alternance rêvée par Jospin. Ils illustrent, au contraire, le besoin d'un changement radical de politique, d'une rupture avec la logique libérale qui prévaut depuis trop longtemps. Les points forts de cette alternative nécessaire, vraiment à gauche, doivent faire l'objet d'un vaste débat dans le pays et se faire l'écho des revendications sur lesquelles se mobilisent des millions d'hommes et de femmes. C'est pour y contribuer que la LCR vient de soumettre à la discussion un plan de mesures d'urgence (voir p. 8) et qu'elle s'est adressée à toutes les forces de gauche et d'extrême gauche, ainsi qu'aux écologistes.

Christian Picquet

EUROPE

# ● En Belgique, et en Italie aussi...

**L**e mouvement de grèves en France intervient dans un contexte européen marqué par la multiplication de conflits sociaux suscités par l'offensive commune des gouvernements en vue d'imposer une austérité drastique. Dans un pays clé de la construction européenne, il se trouve ainsi en première ligne d'enjeux qui concernent l'ensemble des travailleurs européens.

**EN BELGIQUE**, le solde net à financer en 1995 se situe à 4,2 % du PIB, le gouvernement prévoyant de le réduire à 3 % d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 1997, tandis que la dette publique atteint 136 % du PIB. L'offensive de la coalition gouvernementale, à laquelle participe la social-démocratie, cible le secteur public, la protection sociale étant pour l'heure laissée au second plan.

Le transfert de charges de l'Etat fédéral vers les communautés linguistiques et les régions s'est accompagné d'une attaque sans précédent contre l'enseignement, pourtant mis à rude épreuve depuis plusieurs années. Il manque dix milliards, soit environ dix mille emplois pour le budget de l'Education. D'où un plan de fusion d'écoles qui mobilise contre lui enseignants et jeunes depuis plusieurs semaines. En septembre et octobre, vingt mille enseignants et trente mille jeunes étaient entrés en lutte. Si le mouvement semble s'es-

souffler, la manifestation de la semaine dernière, durement réprimée par la gendarmerie, n'ayant rassemblé que neuf mille participants, d'autres secteurs ont pris le relais.

Dans les chemins de fer, le plan SNCB 2005 prévoit dix milliards d'économie, soit la perte de neuf mille emplois sur les trente-huit mille actuels. L'option TGV international, vers les Pays-Bas par Anvers et l'Allemagne par Liège, se fait au détriment du réseau local, suscitant un front commun entre syndicats de cheminots et usagers. Trois journées de grèves tournantes et unitaires ont paralysé récemment l'ensemble du trafic.

A Belgacom, la privatisation rampante menace directement sept mille emplois. Au chapitre de la Sécu, le gouvernement prévoit de désindexer l'augmentation des pensions des retraités de celle des salaires des actifs. Tout cela alimente un climat de mobilisation générale dans la perspective d'un grand 13 décembre unitaire. A noter que le PS francophone a déjà déclaré forfait pour cette occasion tandis que le gouvernement affiche sa volonté d'en découdre avec les syndicats, notamment dans le transport aérien où le PDG de la Sabena a dénoncé les conventions collectives, dans les transports en commun où on menace les syndicats d'astreintes judiciaires pour faits de grève.

**EN ITALIE**, les attaques gouvernementales profitent de la défaite des luttes contre le plan retraite de Berlusconi (automne 1994, printemps 1995). Dini bénéficie de la complicité des bureaucraties syndicales CGIL, CISL, UIL et du soutien du PDS, en l'absence d'alternative en dépit du rôle positif de Refondation. Le pouvoir d'achat a perdu plus de 3 % en 1995 face à la reprise de l'inflation et à la perte des mécanismes d'indexation, sans compter la pression d'un chômage de masse. On assiste à une déréglementation sauvage du marché du travail et des conditions d'emplois dans de très nombreux secteurs (textile, agro-alimentaire, petite et moyenne industrie métallurgique et mécanique, construction...). Cela explique l'absence de mouvement généralisé, la résistance se concentrant dans quelques secteurs symboliques où existent une avant-garde ouvrière et des structures syndicales alternatives aux bureaucraties syndicales. C'est notamment le cas chez Alfa Romeo, à Arese, qui employait jadis douze mille travailleurs contre six mille sept cents aujourd'hui, et seulement quatre mille en 1996 si les plans patronaux s'appliquent.

Conflits encore cette semaine dans le transport aérien, ferroviaire et urbain, notamment à Alitalia à propos de la mise en cause des conventions collectives. Les enseignants et les jeunes se battent

contre les coupes budgétaires dans le secteur de l'Education et contre une nouvelle loi d'autonomie des centres universitaires, premier pas vers la privatisation. A ces résistances sectorielles s'ajoutent le refus des travailleurs et de secteurs syndicaux, limités mais déterminés, de voir s'appliquer la réforme des retraites. Même refus en ce qui concerne les projets de réglementation autoritaire du droit de grève que cautionnent les bureaucraties syndicales et la « gauche » modérée (PDS).

Dans ce contexte où, dans une phase de repli et de fragmentation du mouvement social, existent d'importantes poches de résistance, la droite peut être tentée par deux options : démagogie corporatiste et populiste ou imposition de « l'ordre » au nom des usagers. La campagne d'automne de Refondation ne pouvait pas être le moteur d'une reprise élargie des luttes, d'autant qu'elle n'a pas eu l'impact de masse escompté et qu'elle a manqué d'initiatives incisives se centrant sur une pétition pour l'échelle mobile des salaires.

Autant d'éléments qui font que le mouvement en France est suivi avec intérêt par les secteurs qui luttent et résistent ailleurs en Europe. Son succès serait pour eux aussi un puissant encouragement.

Jean-Louis Michel  
(avec Alain Tondeur à Bruxelles  
et Roberto Firenze à Milan)